



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° DREAL-UID11/66-C3-2024-035
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement,
de la société SUEZ RV Méditerranée, dont le siège social est situé rue Antoine Becquerel –
ZAC la Coupe - 11100 NARBONNE,
de respecter certaines prescriptions applicables à l'activité de stockage de déchets non
dangereux exploitée au lieu-dit « A la Combe du Mourel Redon » sur le territoire de la
commune de NARBONNE

**LE PRÉFET DE L'AUDE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018 – 035 Autorisant la Société SUEZ RV Méditerranée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux, située sur le territoire de la commune de NARBONNE au lieu-dit « A la Combe du Mourel Redon ».

Vu l'article D.541-48-1-II du code l'environnement qui dispose : « L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin »

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 28/06/2024 ;

Vu les observations de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission susvisée ;

Considérant que lors de la visite sur site du 11 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'enregistrement du déchargement est réalisé grâce à un système de prises de photo réalisées toutes les 3 minutes qui ne correspond pas à un flux vidéo ;

Considérant que ce point avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 11 octobre 2022 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article D.541-48-1-II du Code de l'environnement susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV Méditerranée, dont le siège social est situé rue Antoine Becquerel – ZAC la Coupe - 11100 NARBONNE de respecter les prescriptions de l'article D.541-48-1-II du Code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISE EN DEMEURE

La société SUEZ RV Méditerranée, dont le siège social est situé rue Antoine Becquerel – ZAC la Coupe - 11100 NARBONNE, exploitant un stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Narbonne au lieu-dit « A la Combe du Mourel Redon », est mis en demeure de respecter, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article D.541-48-1-II du code de l'environnement susvisé en mettant en place un système de contrôle vidéo qui enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 4 – AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Narbonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifié administrativement ainsi qu'à la société SUEZ RV Méditerranée, dont le siège social est situé rue Antoine Becquerel – ZAC la Coupe - 11100 NARBONNE,

Fait à Carcassonne, le **11 JUIL. 2024**

Pour le préfet de l'Aude, et par délégation,
La secrétaire générale absente,
La directrice de cabinet



Linda ZOUARI